

LA QUESTION DES EFFECTIFS ANGLAIS : L'AGE MILITAIRE ELEVE A 50 ANS

# EXCELSIOR

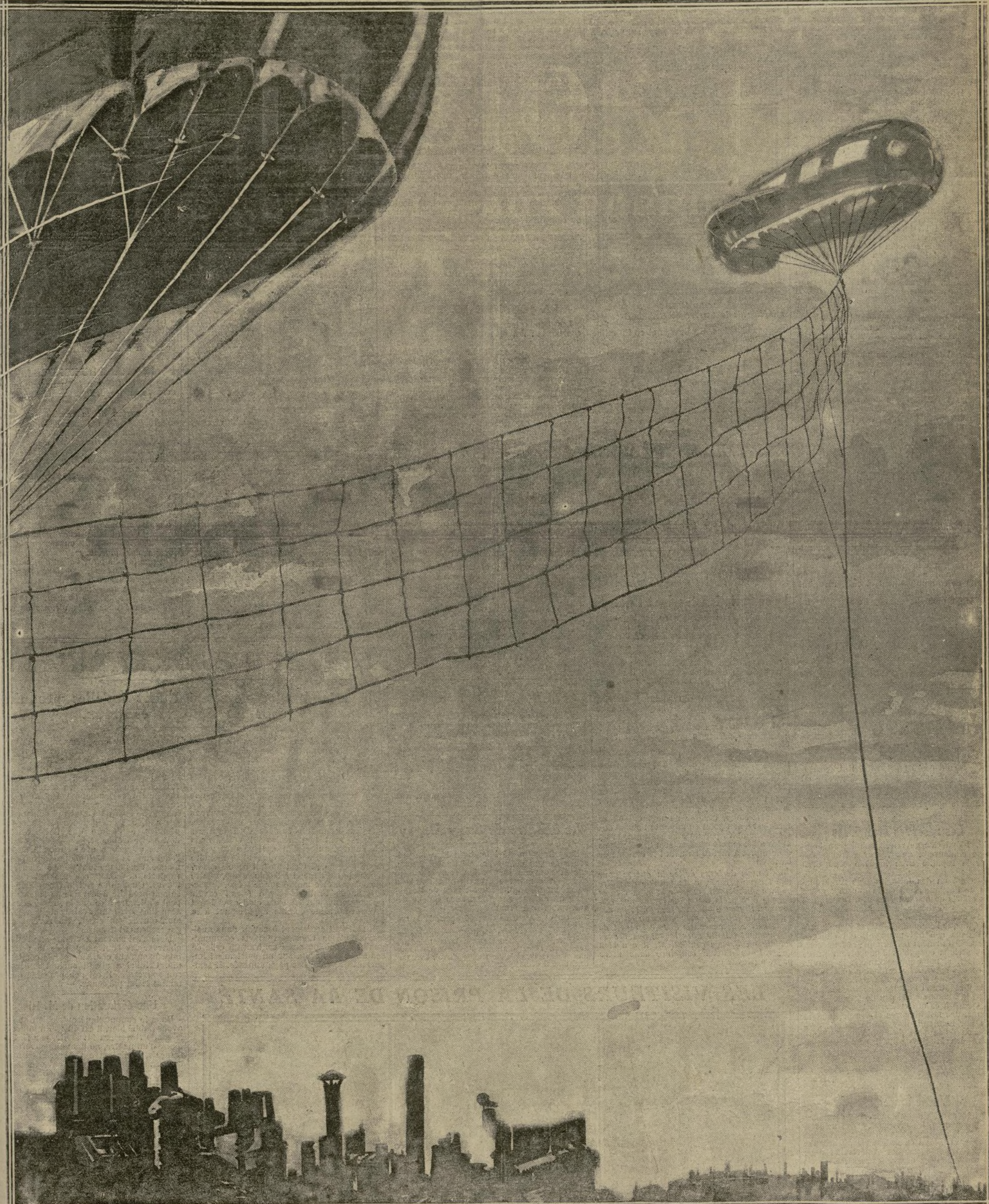
9<sup>e</sup> Année. — N° 2.703. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON.

Mercredi  
10  
AVRIL  
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION.  
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X<sup>e</sup>).  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15 00  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois 10 fr.; 6 mois 18 fr.; 1 an 35 fr.  
Etranger... 3 mois 20 fr.; 6 mois 38 fr.; 1 an 70 fr.  
PUBLI-TELE : 11, rue des Italiens, Tél. : Cent. 80-88  
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

## LA GARDE QUI VEILLE AUX BARRIÈRES DU CIEL



### EN OUTRE DU TIR DE BARRAGE CONTRE LES AVIONS, PARIS ÉTABLIT DANS LE CIEL DES BARRAGES CONTRE LE VOL DES GOTHAS

Nous l'avons dit hier : une garde nouvelle vient d'être établie au-dessus de Paris pour protéger la capitale, autant que faire se peut, contre les incursions des gothas. Cette garde est constituée par des ballons captifs, dits "saucisses". D'une saucisse à l'autre, des filets, barrages aériens et invisibles, seraient tendus afin de capter, dans leur vol meur-

trier, les avions ennemis qui s'aventureraient sur la grande ville. Les tirs de barrage ont déjà fait leurs preuves à Paris même. Les filets aériens auraient démontré ailleurs qu'ils pouvaient être efficaces. Nos "saucisses" portent de larges rayures d'un noir brunâtre. Elles montent, la nuit venue, à des altitudes variables pour ne redescendre qu'à l'aube.



## UN PROJET DE LOI DU CABINET BRITANNIQUE L'AGE MILITAIRE ÉLEVÉ A 50 ANS EN ANGLETERRE

M. Lloyd George propose d'étendre la conscription à l'Irlande, qui recevrait son autonomie.

LONDRES, 9 avril. — Aujourd'hui M. Lloyd George a pris la parole à la Chambre des Communes pour faire la déclaration attendue sur les ressources en effectifs du Royaume-Uni.

Le premier ministre prévint franchement que les propositions qu'il allait faire comporteraient pour le pays de lourds sacrifices.

M. Lloyd George examina alors la situation avant la bataille. Il dit que l'armée britannique en France était considérablement plus forte le 1<sup>er</sup> janvier 1918 qu'une année auparavant. Jusqu'à octobre ou novembre 1917, la proportion des forces allemandes aux forces alliées sur le front occidental était de 2 à 3 au bénéfice des Alliés. Vinrent alors l'écroulement des forces militaires de la Russie, le transfert de l'est à l'ouest des divisions allemandes libérées, assistées dans une certaine mesure par des forces autrichiennes.

Néanmoins, poursuivit M. Lloyd George, grâce à l'accroissement des forces de nos armées en 1917, lorsque la bataille actuelle commença, les forces combattantes de l'armée allemande au front occidental n'étaient pas tout à fait égales au total des forces combattantes des Alliés, mais les Allemands jouissaient d'un ou deux avantages importants. En premier lieu l'avantage initial qu'on accorde toujours à l'offensive. Il était difficile de dissimuler les troupes à cause de l'observation aérienne; mais les Allemands firent le plus possible de mouvements nocturnes: de là un certain élément de surprise qui subsista dans leurs attaques.

« Avant la bataille, les plus importantes concentrations des réserves allemandes se firent devant les troupes britanniques; il se fit aussi une forte concentration devant les lignes françaises. Immédiatement avant la bataille, les Allemands amenèrent de nuit leurs divisions de la partie nord du front et de devant le front français pour les ranger contre notre front.

« La situation qui se présentait avait été étudiée par le Conseil de Versailles, qui avait conclu, au début de février, que l'attaque, à son avis, se déclencherait au sud d'Arras, qu'elle se produirait sur le plus vaste front qui ait jamais été attaqué, que les Allemands avaient accumulé 95 divisions pour cette offensive et qu'ils lanceraient toutes leurs forces dans la mêlée afin de s'emparer d'Amiens et d'effectuer une rupture entre les forces françaises et les troupes britanniques.

« Les événements, conclut le premier ministre, ont confirmé de tous points cette remarquable prédiction. « L'ennemi a également l'avantage de l'unité de commandement et celui résultant d'un temps sec et brumeux.

« A un moment donné, la situation fut critique. L'ennemi perça entre notre 3<sup>e</sup> et notre 5<sup>e</sup> armée. Mais la situation fut réparée par la conduite magnanime de nos troupes, qui se retirèrent dans un ordre parfait, en rétablissant la liaison entre les deux armées et en déjouant le but de l'ennemi.

### Le courage du soldat britannique

« Une fois de plus le courage du soldat britannique, qui se refuse à admettre la défaite, sauva l'Europe. » (Applaudissements.) M. Lloyd George dit que son éloge s'adressait à toute l'armée: généraux, officiers et soldats, il ne trace pas de distinction.

« Jusqu'au jour où toutes les circonstances qui ont amené le repli de la cinquième armée seront connues, poursuivra-t-il, le cabinet de guerre pense qu'il est nécessaire de rappeler le général Gough, en attendant que les faits aient été examinés et exposés devant le gouvernement par les conseillers militaires.

### Les réserves françaises

M. Lloyd George rendit ensuite un hommage chaleureux aux réserves françaises, pour la rapidité avec laquelle elles arrivèrent.

« C'est un des faits les plus remarquables de l'organisation de la guerre: grâce aux efforts de nos hommes et à l'assistance loyale des Français, la situation s'est stabilisée pour le moment.

« Quoique l'ennemi ait échoué jusqu'à présent dans son but principal, qui était de séparer les armées britannique et française, nous serions coupables d'une erreur grave et fatale, si nous sous-estimions la gravité de ce qui suivra. Le cabinet a pris toutes mesures pour envoyer des renforts, et jamais un si grand nombre d'hommes n'a traversé la Manche en si peu de temps.

« Quant à ce qui concerne le nombre des canons, des mitrailleuses et des prisonniers pris par l'ennemi, il y a une grande exagération de la part de l'ennemi, et le ministre des Munitions n'est pas seulement à même de remplacer ces canons et ces mitrailleuses, mais il a des réserves de munitions très importantes. Il en est de même pour les forces aériennes, qui ont fait merveille pendant le repli.

### L'aide américaine

Après avoir dit qu'il a pleine confiance que les armées, les généraux et les soldats, seront entièrement prêts pour la prochaine bataille, M. Lloyd George parla du secours effectif apporté par les Américains dans des circonstances dramatiques.

« Aussitôt la bataille commencée, dit-il, non seulement le gouvernement, mais les chefs des armées en campagne furent tellement convaincus de la nécessité de l'unité stratégique la plus complète qu'ils furent d'accord sur la nomination du général Foch à la direction suprême stratégique de toutes les armées alliées sur le front ouest.

« Le général Foch est un des soldats les plus brillants de l'Europe. » M. Lloyd George ridiculisa l'idée que les forces britanniques ont été gaspillées dans des opérations secondaires.

« Sans les divisions françaises et britanniques en Italie, l'armée autrichienne eût été libre de jeter toute sa force sur le front ouest.

« Au sujet de Salonique, la seule chose que fit le gouvernement actuel fut de réduire nos forces à Salonique de deux divisions.

« Quant à ce qui concerne l'armée de Mésopotamie, il n'y a qu'une division de



LORD DERBY

ministre de la Guerre de Grande-Bretagne

troupes blanches. En Egypte et en Palestine ensemble, il n'y a que 3 divisions, le reste étant des Indiens ou des troupes mixtes.

### Les pertes anglaises

« Quant à nos pertes, il est trop tôt pour pouvoir les évaluer exactement, mais le maréchal Haig dit que les assertions allemandes sont absolument impossibles.

« L'ennemi a pris la décision définitive d'obtenir cette année un résultat définitif.

« Un résultat militaire décisif: cela signifie que la bataille sera prolongée de la mer du Nord à l'Adriatique. Tout dépend de la question du maintien de nos armées en force jusqu'à la fin, et, avec l'aide américaine, nous pouvons le faire. »

### Le service militaire jusqu'à 50 et 55 ans

Discutant les dispositions du projet de loi sur les effectifs, M. Lloyd George dit:

« La première proposition est d'étendre l'âge militaire à 50 ans, et, dans certains cas spécifiés, les hommes possédant des qualités spéciales d'entraînement et d'expérience seraient appelés jusqu'à 55 ans.

### La conscription étendue à l'Irlande

« Il n'est pas possible de justifier plus longtemps l'exclusion de l'Irlande, et voilà pourquoi je propose d'étendre la loi sur le service militaire à l'Irlande dans les mêmes conditions qu'à la Grande-Bretagne.

« Le gouvernement a l'intention de demander, sans délai au Parlement d'adopter des mesures de gouvernement autonome pour l'Irlande. »

« Le rapport de la convention irlandaise fournit l'occasion d'engager la question avec un certain espoir de succès.

M. Lloyd George espère qu'il sera possible de faire passer le projet de loi sur les effectifs cette semaine.

« Le gouvernement, conclut le premier ministre, regrette d'avoir à proposer des recommandations violentes qui porteront préjudice à tant de branches du commerce; mais, en présence de la grave situation, aucun gouvernement ne voudrait accepter la responsabilité de proposer moins.

« L'ennemi a attaqué au moment où sa force est à son point culminant; nous avons été abandonnés par un allié puissant, et un autre allié, encore plus puissant, n'était pas encore prêt à mettre en avant le dixième de sa force.

« Si nous désirons éviter la guerre pour une longue période, cette bataille doit être gagnée maintenant, et pour la gagner nous devons être prêts à y jeter toutes nos ressources. Il y aura toujours jusqu'à la fin des raisons de faire de plus grands sacrifices, mais s'ils sont consentis avec cet esprit de dévouement illimité avec lequel nos braves soldats en France combattent, il y a bien des raisons d'avoir confiance dans notre pays. » (Havas.)

## RÉVÉLATIONS JUDICIAIRES

### BOLO PACHA PARLE TOUJOURS

Le lieutenant Jousselin a enregistré hier la suite des déclarations du condamné.

Bolo parle toujours. Pour la troisième fois, le lieutenant Jousselin, rapporteur adjoint, et son greffier se sont transportés, hier, à la prison de la Santé, afin d'enregistrer la suite des déclarations du condamné.

Comme il était à prévoir, les magistrats qui ont recueilli ce qu'il est convenu d'appeler les révélations de Bolo ont gardé le silence le plus absolu. Le secret de Bolo est devenu le secret des magistrats.

A défaut de renseignements précis, de faits certains, dans les couloirs du Palais on discute et on commente les circonstances dans lesquelles s'est produit le coup de théâtre. Les avis sont partagés sur l'intérêt des révélations apportées en extremis. Simple expédient, disent les uns. La justice militaire ne poursuivrait pas l'enquête si les premiers éléments ne lui avaient pas paru sérieux, répondent les autres.

### L'ENQUÊTE

Dès neuf heures du matin, une conférence a eu lieu au troisième conseil de guerre entre le commandant Julien, le capitaine Bouchardon, le lieutenant Mornet, le lieutenant Jousselin et M. Priot, commissaire du camp retranché.

A l'issue de cette conférence, le lieutenant Jousselin a déposé au greffe du 3<sup>e</sup> conseil de guerre les procès-verbaux des déclarations faites par Bolo.

De son côté, le capitaine Bouchardon a envoyé une nouvelle commission rogatoire en province, à l'effet d'entendre un témoin cité par Bolo.

### LA JOURNÉE DE BOLO

Les bruits les plus contradictoires ont couru sur l'état de santé de Bolo. Pendant que les uns prétendaient que le condamné était obligé de garder le lit tant il était déprimé, d'autres affirmaient qu'il faisait preuve d'un calme vraiment extraordinaire. Des renseignements puisés à bonne source nous ont appris que Bolo était, en effet, très affaibli — on le serait à moins — mais qu'il ne s'était jamais départi de l'attitude insouciant et ironique qu'il a adoptée depuis le jour de son arrestation.

On sait que, pendant toute la journée de dimanche, Bolo refusa toute nourriture. Il n'accepta de s'alimenter que dans l'après-midi de lundi. Hier matin, il but un bol de bouillon et mangea deux œufs à la coque. Son après-midi fut très occupée. De 2 h 15 à 3 h 30, il reçut dans sa cellule la visite du lieutenant Jousselin, accompagné de son greffier. Bolo a-t-il fait de nouvelles déclarations? C'est le secret de l'instruction.

Ce fut ensuite M. Albert Salle qui vint rendre visite à son client. Cet entretien prit fin à 4 heures.

Enfin, à 4 h 10, Mgr Bolo fut autorisé à converser avec le condamné. Au cours de ce dialogue on ne peut plus émouvoir, celui-ci, après avoir remercié son frère de la peine qu'il se donnait pour lui venir en aide, ne dissimula pas son véritable état d'âme.

« Si l'on veut me fusiller, dit-il, tu ne pourras rien contre mon sort.

« Puisque je te crois innocent, répondit Mgr Bolo, mon devoir est de faire l'impossible pour que la lumière soit faite.

Il était 4 h 40, lorsque Mgr Bolo quitta la prison de la Santé.

### L'affaire Caillaux

M. Caillaux a été amené, hier après-midi, au cabinet du capitaine Bouchardon. Il a été interrogé jusqu'à six heures du soir.

### A LA SANTÉ

M. Caillaux a reçu hier matin, dès 7 h 30, la visite de M. Ceccaldi, avec lequel il s'est entretenu jusqu'à 10 heures.

De son côté, M. Ch. Humbert a pu converser avec Mme Humbert, sa femme, hier après-midi, de 2 h 30 à 3 heures.

### Le chèque de Suzy Depsy

Suzy Depsy a été interrogée hier, en présence de son défenseur, M<sup>re</sup> Lucien Leduc, sur la nouvelle inculpation relevée contre elle pour commerce avec l'ennemi. Elle a dû reconnaître qu'elle avait reçu de Rosenberg un chèque de 5.000 francs qu'elle devait remettre à Tremblay.

« Qu'est devenu ce chèque? demanda le magistrat instructeur.

« Je l'ai gardé: cela n'a d'ailleurs aucune importance. Ma situation vis-à-vis de Tremblay m'y autorisait. J'étais d'ailleurs l'associée de Tremblay et de Geay, et je me félicite d'avoir avec eux contribué à démasquer Margulies. »

## VIOLENTE ATTAQUE ALLEMANDE entre La Bassée et Armentières

L'ennemi, favorisé par une brume épaisse, réussit, au centre, à repousser les troupes portugaises et anglaises jusqu'à la Lys.

### AUX DEUX AILES, NOS ALLIÉS MAINTIENNENT LEURS POSITIONS

OFFICIEL BRITANNIQUE. — 22 heures. — Ce matin, après un intense bombardement de nos positions depuis le canal de La Bassée jusqu'au voisinage d'Armentières, d'importantes forces ennemies ont attaqué les troupes britanniques et portugaises qui tenaient ce secteur de notre front.

Favorisé par une brume épaisse, rendant difficile l'observation, l'ennemi a réussi à pénétrer dans les positions alliées dans le voisinage de Neuve-Chapelle.



pelle, de Fauquissart et de la ferme de la Cordonnère.

Après un combat qui a duré toute la journée, l'ennemi a réussi à repousser au centre les troupes portugaises et à une aile les troupes britanniques jusqu'à la Lys, vers Estaires et Bac-Saint-Maur. Nous maintenons nos positions aux deux ailes aux environs de Givenchy et de Fleurbaix. En ces deux points, il y eut un vif combat et l'ennemi fut repoussé. Richembourg, Saint-Vaast et Laventie ont été pris par l'ennemi. La lutte continue violente sur tout le front.

Au cours de la journée, un engagement de moindre importance a eu lieu

sur le front britannique au sud d'Arras, au cours duquel nous avons fait quelques prisonniers.

### LE BOMBARDEMENT D'ARRAS

La ville d'Arras est l'objet d'un bombardement continu qui dure depuis le 21 mars, jour où les Allemands déclenchèrent leur offensive.

C'est vers cinq heures du matin que le premier obus fut lancé sur la ville. Durant deux jours et deux nuits, les obus de gros calibre tombèrent sans interruption. Jamais Arrageois, ceux qui ne quittèrent jamais la ville depuis 1914, n'avaient assisté à un bombardement aussi terrible. Depuis, le « martelage » continue par intermittences.

Comme bien on pense, les dégâts s'accumulent chaque jour. Les civils, y compris le maire et les fonctionnaires, ont dû quitter la ville. La plupart ne sont pas allés loin. En effet, presque tous se sont retirés dans les communes peu éloignées, où, avec une confiance inébranlable, ils attendent le jour, proche peut-être, où ils pourront rentrer dans leur cité.

A la liste des victimes civiles déjà signalées, il faut ajouter Mme Alexandre Georges, dont le mari, agent de police, fut tué le premier jour du bombardement. Cette pauvre femme retirait des obscures de son mari lorsque, pénétrant dans sa cuisine, elle fut atteinte par un obus. On dut lui amputer les deux jambes.

### M. POINCARÉ SUR LE FRONT

Le président de la République, accompagné du général Dupargue, est allé hier visiter plusieurs des divisions qui combattent dans la région située au nord-est et à l'est de la Faloise.

### LES VŒUX DU ROI DE GRÈCE

Le roi de Grèce a fait parvenir au président de la République le télégramme ci-après:

A l'occasion de la remise qui vient de m'être faite des insignes de la grand-croix de la Légion d'honneur, je désire, monsieur le président, vous exprimer à nouveau mes vifs remerciements pour la haute et très flatteuse distinction que vous avez bien voulu me conférer.

Les paroles aimables par lesquelles le distingué représentant du gouvernement de la République l'a accompagnée m'ont profondément touché comme un témoignage spécial de la traditionnelle amitié et de l'agissante sympathie que la noble nation française a toujours eues pour le peuple hellène. Au moment où l'exemplaire héroïsme des glorieuses armées françaises fait, une fois de plus, l'objet de l'admiration universelle, je tiens, monsieur le président, à vous renouveler les vœux sincères que je forme, avec tous mes sujets, pour votre bonheur personnel, le bonheur et la prospérité de la France et la victoire de ses armées.

ALEXANDRE.

## LES LETTRES DE CHARLES I<sup>er</sup>

On attend avec curiosité l'effet qu'elles produiront dans les Empires centraux.

Les lettres dans lesquelles l'empereur d'Autriche, au mois de mars 1917, reconnaissait la légitimité des revendications françaises sur l'Alsace-Lorraine ne sont connues, jusqu'ici, que par les brefs extraits jugés utiles par le gouvernement français pour répondre à la mauvaise querelle que le comte Czernin lui avait cherchée.

En tout cas, nous savons et nous pouvons déclarer, de la façon la plus catégorique, que les documents émanés de l'empereur Charles sont non seulement vrais, mais absolument authentiques. Il ne peut pas y avoir la moindre discussion ni le moindre doute à ce sujet. C'est un fait acquis désormais à la politique et à l'histoire que, quatre mois après être monté sur le trône, le successeur de François-Joseph faisait savoir au gouvernement français qu'il considérait l'Alsace-Lorraine comme appartenant à la France.

Il resterait seulement à savoir dans quelles conditions Charles I<sup>er</sup> nous communiquait une opinion aussi contraire à celle de ses alliés de Berlin, sur un sujet aussi important que celui des pays annexés. Il sem-

ble cependant que l'empereur d'Autriche, pendant les premiers mois de son règne, ait été mal disposé vis-à-vis de l'Allemagne. Ses lettres sont un témoignage curieux de son état d'esprit. Depuis, l'écroulement de la Russie a pu modifier ses sentiments et le ramener vers Guillaume II. Mais le fait reste acquis que le principal allié de l'Allemagne, le chef d'un Etat qui demeure, malgré tout, une des grandes puissances européennes, a déclaré que l'Alsace-Lorraine devait être française.

Nous attendons avec curiosité de savoir l'effet que ces révélations produiront en Allemagne. Plus d'une fois, depuis la guerre, les rapports des deux empires alliés se sont tendus. Quelle que soit la réconciliation qui se soit produite à la veille de l'offensive, on peut s'attendre à ce que la presse allemande accueille avec mauvaise humeur, ou au moins avec embarras, les révélations du gouvernement français.

Mais c'est surtout à Vienne que l'on devra observer les contre-coups de la polémique imprudemment cherchée par le comte Czernin. Celui-ci a abouti surtout à découvrir son souverain. Il est peu probable que son maître le lui pardonne. — J. B.

### Une déclaration de M. Ribot

Dans le communiqué autrichien, que nous avons publié hier, il est dit: « En juillet 1917, le comte Reverte fut invité, par l'intermédiaire d'un neutre, au nom du gouvernement français, à faire savoir s'il serait en mesure de prendre connaissance d'ouvertures de ce gouvernement à celui d'Autriche-Hongrie. »

Plus loin, il est dit dans le même communiqué: « Au nom du président du Conseil d'alors, M. Ribot, le commandant Armand demanda au comte Reverte si des conversations seraient possibles entre la France et l'Autriche-Hongrie. »

M. Ribot, interrogé hier, a déclaré que le gouvernement français, dont il était le chef à ce moment, n'a jamais pris, ni directement ni par l'intermédiaire d'un neutre, l'initiative d'aucune démarche.

### Au groupe socialiste de la Chambre

Le groupe socialiste a chargé ses représentants à la commission des Affaires extérieures de la Chambre de demander d'urgence la réunion des commissions de l'Armée et des Affaires extérieures pour entendre les explications du président du Conseil sur l'incident Czernin.

50 CENTIMES LA LEÇON D'ANGLAIS  
aux Soldats & S. Off. — PIERRE, rue Richelieu 53 à PARIS

## LES VISITEURS DE LA PRISON DE LA SANTÉ



M<sup>re</sup> ALBERT SALLE

LE LIEUTENANT JOUSSELIN ET SON GREFFIER

MONSIEUR BOLO

Ces trois photographies ont été prises hier après-midi à la porte de la prison de la Santé. Le lieutenant Jousselin et son greffier sont arrivés à 2 h 15; M<sup>re</sup> Albert Salle à 3 h 30; Mgr Bolo à 4 h 19.

Ayuntamiento de Madrid



## LES DEUX FEMMES DE BOLO PACHA

La situation matrimoniale du condamné à mort est des plus compliquées

Le sursis accordé à Bolo pose, quant à sa situation matrimoniale, un problème fort difficile à résoudre, car les précédents manquent.

Mme Bolo-Soumaille demandait le divorce pour cause de bigamie. De son côté, le pacha fit plaider la nullité d'une union contractée en République Argentine il y a quelque vingt-cinq ans.

Or, Bolo, ayant été débouté de son instance, fit appel, après sa condamnation à mort; cet appel était néanmoins recevable, puisque les divers pouvoirs alors formés n'avaient pas encore été rejetés.

Si Bolo avait été fusillé, sa première femme devenait naturellement veuve, puis le tribunal ne s'était pas encore prononcé et que le divorce n'était par conséquent pas transcrit.

Mais si Bolo n'était pas fusillé avant que vint l'appel qu'il a fait quant à la nullité de son premier mariage, cet appel ne pourrait néanmoins plus être pris en considération par le tribunal, puisqu'un condamné à mort ne peut plus être en justice.

Est-ce notre confrère le *Petit Parisien* de conclure :

« Dans ces conditions, on le voit, l'affaire est compliquée, car si la première femme du pacha reste, comme c'est probable, Mme Bolo, la deuxième ne peut plus être Mme Bolo, à moins que le temps ne permette de prononcer le divorce pour bigamie, aux torts et griefs du pacha et à la requête de sa première épouse.

En attendant, la première épouse, la seule légitime aux yeux de la loi, a droit à l'héritage... »

### Vers l'épilogue

On déclarait hier soir que Bolo ne saurait traîner en longueur ses révélations. Mis en demeure de dire tout ce qu'il savait, on croit les gens bien renseignés, d'ici lui s'en sera possible de donner une sorte de feuilleton quotidien de révélations. Le sujet sera bientôt épuisé.

El, l'épilogue surviendrait sans doute dans un peu de jours.

### Deux nouveaux « as »

Ce sont les adjutants de Marmier et Chavannes

Au cours de la formidable bataille qui se livre dans les plaines picardes, notre aviation réalise des prodiges dont les communiqués, laconiques et trop souvent anonymes, ne nous apportent que de faibles échos. Aujourd'hui, deux nouveaux noms sont mis en lumière : ce sont ceux des adjutants de Marmier et Chavannes.

L'adjutant de Marmier (sept palmes) porte un nom glorieux dans l'aviation, nous rappelle le *Petit Parisien*. On se souvient du sergent de Marmier (devenu sous-lieutenant) qui, au cours d'un bombardement, eut le pied coupé par un éclat d'obus et entra sans défaillance, se contentant de confier à son passager la partie de son corps supprimée. Un autre de Marmier, adjutant, est tombé au champ d'honneur en entrant en collision avec un de ses camarades, au cours d'un combat, le 20 novembre 1916.

Celui qui vient de prendre place au tableau d'honneur a abattu cinq appareils depuis le 2 février 1918.

Son camarade Chavannes (5 palmes) a totalisé trois victoires avec lui : les 5, 10 et 11 mars 1918. Sa dernière performance date de la fin de mars, ce qui donne une haute idée de la valeur des deux collaborateurs.

Ajoutons, en terminant, que l'on est maintenant rassuré sur le sort du sous-lieutenant Costantini, porté disparu le 9 novembre dernier.

On craignait qu'il ne fût tué, car il avait eu à supporter un dur combat contre sept avions ennemis. Le sous-lieutenant Costantini, descendu dans les lignes allemandes, est prisonnier à Estlin (Oldenburg).

### L'as des as allemand a été blessé



FRIEDRICH VON RICHTOFEN

AMSTERDAM, 9 avril. — On mande de Berlin que le baron Richtofen, l'as des as allemand, a été légèrement blessé en abattant son prétendu 75<sup>e</sup> adversaire. (Radio.)

### La rentrée des classes s'est effectuée hier

Il ne semble pas que tous les petits écoliers parisiens aient répondu avec empressement à l'appel de l'Administration, car des vides nombreux ont pu être constatés hier dans la plupart des classes, aussi bien d'ailleurs dans les écoles des quartiers du centre que dans celles de la périphérie. Bien des familles, en effet, sont allées chercher un asile plus sûr à la campagne et ne regagneront la capitale que lorsque les chances de bombardement par canon à longue portée ou par avions auront diminué.

**EVIAN** Goutteux **CACHAT** Rhumatisants Eau de Régime par excellence

5 HEURES DU MATIN

## UN ULTIMATUM DE L'ALLEMAGNE

Les gardes blancs finlandais refusent de mettre en liberté M. Kamenev, ambassadeur russe à Vienne.

LONDRES, 9 avril. — On mande de Petrograd à l'agence Reuter :

« Le gouvernement allemand a télégraphié au commissaire des Affaires étrangères exigeant le désarmement immédiat de la flotte russe et la conclusion de la paix avec la Rada ukrainienne. »

### M. Kamenev gardé comme otage

BERNE, 9 avril. — Une dépêche de Moscou dit que les gardes blancs ont refusé de remettre M. Kamenev en liberté, déclarant le remettre comme otage jusqu'à ce que le gouvernement des Soviets leur ait donné la garantie que les gardes blancs n'aident pas les Finlandais dans leur lutte contre les gardes blancs.

De son côté, le service de propagande austro-hongrois annonce que le comte Czernin a adressé le radiotélégramme suivant au commissariat du peuple pour les Affaires étrangères :

« En réponse à votre radio d'aujourd'hui, relatif à l'envoi de M. Kamenev comme représentant du gouvernement russe à Vienne, le ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'attirer votre attention sur ce fait que, d'après l'article X du traité de paix entre l'Autriche et la Russie, les relations diplomatiques et consulaires ne peuvent être reprises qu'après la ratification du traité de paix ; alors seulement viendra le moment, d'après l'accord antérieur, de choisir les personnalités à la convenance des deux parties. »

### L'Allemagne se propose de diviser la Finlande

STOCKHOLM, 9 avril. — Suivant une source bien informée, le plan de campagne allemand, après le débarquement à Hangö et à Abo, suggère la division de la Finlande méridionale en trois parties.

Après la saisie de la station du chemin de fer de Karis, à cinq milles de Hangö, sur la voie ferrée d'Abo à Helsingfors, la marche sera continuée sur Hyvings et Riihimäki, cette dernière ville étant le nœud de chemins de fer le plus important de la Finlande, d'où part la voie ferrée de Viborg à Petrograd.

Si ce plan réussit, Helsingfors sera complètement isolé et les rouges opérant en Finlande occidentale seront coupés et deviendront une proie facile pour les troupes de Mannerheim.

Les forces débarquées à Abo feront probablement une poussée vers Björneborg, Maentyluoto et Raumo, occupant ces villes.

On rapporte que les ministres rebelles, Manner et Serola, ont fui d'Helsingfors.

La bataille s'est actuellement étendue vers le Nord jusqu'à Kouvola, situé à 180 kilomètres au nord de Riihimäki, sur le chemin de fer mourman. Les rouges ont rassemblé sur ce point 5.000 hommes.

### M. Lenine se cacherait à Helsingfors

MOSCOU, 9 avril. — Les voyageurs venant de Finlande rapportent que c'est un secret connu de tout le monde que Lenine est arrivé à Helsingfors, où il se cache en attendant l'arrivée des forces allemandes. (Havas.)

### Une nouvelle déclaration des droits des citoyens russes

MOSCOU, 8 avril. — Le Comité central exécutif a publié un décret définissant les droits des citoyens russes. Chaque citoyen habitant la Russie devient citoyen russe après sa déclaration et sur la présentation au Soviet local de son acte de naissance.

Dans des cas exceptionnels, les étrangers qui vivent hors des frontières de la Russie peuvent devenir citoyens russes en adressant leur demande aux autorités de la République fédérale russe. (Havas.)

### Le Soviet de Vladivostok proteste contre le débarquement japonais

LONDRES, 9 avril. — Les *Daily News* publient l'information suivante :

« Les autorités du Soviet de Vladivostok ont envoyé des délégués pour protester contre le débarquement des Japonais. Le consul du Japon, refusant de reconnaître l'autorité du Soviet, n'a pas voulu les recevoir, si ce n'est comme personnes privées. Le consul d'Angleterre les a reçus, mais le consul de France s'y est refusé. »

## APRÈS LE DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE

## L'IRLANDE ET LE "HOME RULE"

Un homme politique irlandais nous a expliqué hier la situation de son pays.

Comme on l'a vu d'autre part, M. Lloyd George a annoncé, hier, à la Chambre des Communes que l'Irlande aurait le « Home Rule » et qu'en échange la conscription lui serait étendue.

Nous avons pu nous entretenir avec un homme politique irlandais, qui nous a parlé de l'âme ouverte et sans parti pris. Et voici comment il nous a expliqué la situation et l'espoir de ses compatriotes :

« La question irlandaise, nous a-t-il dit, est fort mal connue à l'étranger. On la limite à deux noms : celui de Parnell, qui fut un grand patriote, et celui de Casement, qui fut un traître. De tous les peuples soumis au sceptre anglais, l'Irlande est peut-être celui qui s'est trouvé le moins satisfait de ce gouvernement. Les choses se sont améliorées dans la suite, et la mesure qu'on nous annonce ramènera, j'en suis convaincu, l'accord parfait. »

« L'Irlande est partagée en deux régions distinctes : la première, qui comprend le centre, le sud et l'ouest, est habitée par les autochtones ; la seconde est formée par le nord, ou Ulster, peuplée d'émigrés anglais. Dans cette région, beaucoup plus riche que l'autre, il n'existe qu'un parti politique unique : l'Unioniste, composé des partisans du *status quo*, ou union de l'Irlande au royaume britannique. Les Irlandais de l'autre région, plus nombreux que les premiers, sont, eux, nettement partisans de l'autonomie. Cette autonomie, ou *Home Rule*, fut votée, d'ailleurs, peu avant la guerre. Les événements actuels en ont seuls retardé la réalisation. »

« Parmi les unionistes, et voici le côté le plus délicat de la question, il y a les Sinn Féiners, sorte de fanatiques que je ne saurais mieux comparer qu'aux bolcheviks. Ils réclament la complète rupture avec l'empire britannique afin d'établir la république irlandaise. »

« L'Allemagne entretient moralement et subventionne pécuniairement ce parti, qui compte, il faut le reconnaître, un grand nombre d'adhérents qui ne cessent de mener une ardente agitation. Nombre d'entre eux ont émigré en Amérique. »

« Dans la question irlandaise, il faut aussi compter avec la lutte de religion. Les unionistes sont protestants, les nationalistes sont de fervents catholiques. Or, quelque étrange que cela puisse paraître, le clergé irlandais ne s'est jamais sérieusement élevé contre le gouvernement de Londres. Cette attitude facilitera évidemment le retour au calme, que tout le monde désire, et je suis convaincu que, même dans le clan des Sinn Féiners, la décision qu'envisage le gouvernement constituera un apaisement certain. »

« En ce qui concerne la conscription, elle ne rencontrera pas d'opposition sérieuse. L'Irlande a toujours fourni d'admirables soldats et des chefs merveilleux. Je ne citerai que trois noms : lord Roberts, lord Kitchener et le général Wilson, qui a remplacé le général Robertson. Quant aux soldats, il suffira de s'en rapporter à la bravoure de la Garde royale irlandaise, composée pour la plupart de catholiques et dont on ne compte plus les vaillants exploits. »

### Le nouveau projet de loi

LONDRES, 9 avril. — Du correspondant parlementaire du *Daily Express* : « On croit que les clauses principales du

nouveau projet de loi sur le Home Rule en Irlande comprendront : un Parlement irlandais à Dublin, un pouvoir exécutif responsable devant lui, le service militaire, la protection des minorités protestantes (jusqu'ici dénommées unionistes), aucun contrôle sur la flotte, l'armée ou la politique étrangère et de nouvelles dispositions douanières. »

Le point le plus important de la loi est qu'elle accordera le Home Rule à l'Irlande méridionale ou nationaliste, alors qu'apparemment elle l'imposera à l'Irlande du Nord et à l'Ulster. »

Le service religieux solennel a été célébré à New-York à la mémoire des victimes du vendredi saint.

NEW-YORK, 9 avril. — Un service religieux solennel a été célébré lundi, en l'église Saint-Patrick, la grande cathédrale irlandaise de New-York, à la mémoire des victimes du bombardement du vendredi saint à Paris.

La cérémonie fut impressionnante par sa simplicité et par l'affluence énorme qui avait tenu à y assister. Des délégations des enfants des écoles de New-York, une délégation militaire comprenant le général commandant la circonscription de New-York et cent vingt officiers américains, une délégation des Alsaciens-Lorrains d'Amérique, une délégation des divers cultes protestants et israélites, enfin une délégation municipale s'étaient rendues à l'invitation adressée par la Ligue des femmes catholiques de New-York.

Le gouvernement français était représenté à cette cérémonie par M. André Tardieu, haut commissaire de la République, entouré de ses principaux collaborateurs et de nombreux officiers appartenant à la mission militaire française.

Après la messe, qui fut accompagnée par le chant de la maîtrise de la cathédrale, le recteur de Saint-Patrick, Mgr Laval, monta en chaire et prononça une allocution dans laquelle il déclara que le meurtre commis en France le jour du vendredi saint doit rappeler à tous les citoyens américains qui sont loin du théâtre de la guerre qu'un pareil meurtre peut se reproduire chez eux.

Après avoir payé un brillant tribut d'éloges à la magnifique abnégation de l'artillerie qui a converti la retraite, M. Asquith ajoute :

« Tant qu'un pareil esprit animerait l'armée on ne désespérerait jamais de la victoire. »

« Si nous sommes en présence du danger le plus grave qui ait jamais menacé notre empire, nos alliés, le sort de l'humanité et la liberté, il n'y a aucun sacrifice que cette Chambre, qui représente le peuple, ne soit préparée à faire pour sauver le monde de la pire des catastrophes qui ait jamais surgi devant lui. »

L'orateur conjure la Chambre d'adopter le bill dans cet esprit.

Le nationaliste irlandais Devlin propose ensuite l'ajournement du débat.

M. Lloyd George demande le retrait de la motion d'ajournement déposée par M. Devlin, car il faut qu'on puisse imprimer le texte du bill.

M. Dillon, nouveau président du groupe parlementaire irlandais, appuie la motion Devlin.

Pendant une heure, la Chambre discute la motion Devlin.

Le gouvernement ayant proposé la clôture, celle-ci est votée par 310 voix contre 85, puis la motion Devlin est repoussée par 323 voix contre 80.

La Chambre reprend la discussion du bill en première lecture.

M. William O'Brien, nationaliste indépendant, à la parole.

Le service religieux solennel a été célébré à New-York à la mémoire des victimes du vendredi saint.

NEW-YORK, 9 avril. — Un service religieux solennel a été célébré lundi, en l'église Saint-Patrick, la grande cathédrale irlandaise de New-York, à la mémoire des victimes du bombardement du vendredi saint à Paris.

La cérémonie fut impressionnante par sa simplicité et par l'affluence énorme qui avait tenu à y assister. Des délégations des enfants des écoles de New-York, une délégation militaire comprenant le général commandant la circonscription de New-York et cent vingt officiers américains, une délégation des Alsaciens-Lorrains d'Amérique, une délégation des divers cultes protestants et israélites, enfin une délégation municipale s'étaient rendues à l'invitation adressée par la Ligue des femmes catholiques de New-York.

Le gouvernement français était représenté à cette cérémonie par M. André Tardieu, haut commissaire de la République, entouré de ses principaux collaborateurs et de nombreux officiers appartenant à la mission militaire française.

Après la messe, qui fut accompagnée par le chant de la maîtrise de la cathédrale, le recteur de Saint-Patrick, Mgr Laval, monta en chaire et prononça une allocution dans laquelle il déclara que le meurtre commis en France le jour du vendredi saint doit rappeler à tous les citoyens américains qui sont loin du théâtre de la guerre qu'un pareil meurtre peut se reproduire chez eux.

Après avoir payé un brillant tribut d'éloges à la magnifique abnégation de l'artillerie qui a converti la retraite, M. Asquith ajoute :

« Tant qu'un pareil esprit animerait l'armée on ne désespérerait jamais de la victoire. »

« Si nous sommes en présence du danger le plus grave qui ait jamais menacé notre empire, nos alliés, le sort de l'humanité et la liberté, il n'y a aucun sacrifice que cette Chambre, qui représente le peuple, ne soit préparée à faire pour sauver le monde de la pire des catastrophes qui ait jamais surgi devant lui. »

L'orateur conjure la Chambre d'adopter le bill dans cet esprit.

Le nationaliste irlandais Devlin propose ensuite l'ajournement du débat.

M. Lloyd George demande le retrait de la motion d'ajournement déposée par M. Devlin, car il faut qu'on puisse imprimer le texte du bill.

M. Dillon, nouveau président du groupe parlementaire irlandais, appuie la motion Devlin.

Pendant une heure, la Chambre discute la motion Devlin.

Le gouvernement ayant proposé la clôture, celle-ci est votée par 310 voix contre 85, puis la motion Devlin est repoussée par 323 voix contre 80.

La Chambre reprend la discussion du bill en première lecture.

M. William O'Brien, nationaliste indépendant, à la parole.

Le service religieux solennel a été célébré à New-York à la mémoire des victimes du vendredi saint.

NEW-YORK, 9 avril. — Un service religieux solennel a été célébré lundi, en l'église Saint-Patrick, la grande cathédrale irlandaise de New-York, à la mémoire des victimes du bombardement du vendredi saint à Paris.

La cérémonie fut impressionnante par sa simplicité et par l'affluence énorme qui avait tenu à y assister. Des délégations des enfants des écoles de New-York, une délégation militaire comprenant le général commandant la circonscription de New-York et cent vingt officiers américains, une délégation des Alsaciens-Lorrains d'Amérique, une délégation des divers cultes protestants et israélites, enfin une délégation municipale s'étaient rendues à l'invitation adressée par la Ligue des femmes catholiques de New-York.

Le gouvernement français était représenté à cette cérémonie par M. André Tardieu, haut commissaire de la République, entouré de ses principaux collaborateurs et de nombreux officiers appartenant à la mission militaire française.

Après la messe, qui fut accompagnée par le chant de la maîtrise de la cathédrale, le recteur de Saint-Patrick, Mgr Laval, monta en chaire et prononça une allocution dans laquelle il déclara que le meurtre commis en France le jour du vendredi saint doit rappeler à tous les citoyens américains qui sont loin du théâtre de la guerre qu'un pareil meurtre peut se reproduire chez eux.

Après avoir payé un brillant tribut d'éloges à la magnifique abnégation de l'artillerie qui a converti la retraite, M. Asquith ajoute :

« Tant qu'un pareil esprit animerait l'armée on ne désespérerait jamais de la victoire. »

« Si nous sommes en présence du danger le plus grave qui ait jamais menacé notre empire, nos alliés, le sort de l'humanité et la liberté, il n'y a aucun sacrifice que cette Chambre, qui représente le peuple, ne soit préparée à faire pour sauver le monde de la pire des catastrophes qui ait jamais surgi devant lui. »

L'orateur conjure la Chambre d'adopter le bill dans cet esprit.

Le nationaliste irlandais Devlin propose ensuite l'ajournement du débat.

M. Lloyd George demande le retrait de la motion d'ajournement déposée par M. Devlin, car il faut qu'on puisse imprimer le texte du bill.

M. Dillon, nouveau président du groupe parlementaire irlandais, appuie la motion Devlin.

Pendant une heure, la Chambre discute la motion Devlin.

Le gouvernement ayant proposé la clôture, celle-ci est votée par 310 voix contre 85, puis la motion Devlin est repoussée par 323 voix contre 80.

## PARIS BOMBARDÉ

## LES SYMPATHIES DE L'AMÉRIQUE

Un service religieux solennel a été célébré à New-York à la mémoire des victimes du vendredi saint.

NEW-YORK, 9 avril. — Un service religieux solennel a été célébré lundi, en l'église Saint-Patrick, la grande cathédrale irlandaise de New-York, à la mémoire des victimes du bombardement du vendredi saint à Paris.

La cérémonie fut impressionnante par sa simplicité et par l'affluence énorme qui avait tenu à y assister. Des délégations des enfants des écoles de New-York, une délégation militaire comprenant le général commandant la circonscription de New-York et cent vingt officiers américains, une délégation des Alsaciens-Lorrains d'Amérique, une délégation des divers cultes protestants et israélites, enfin une délégation municipale s'étaient rendues à l'invitation adressée par la Ligue des femmes catholiques de New-York.

Le gouvernement français était représenté à cette cérémonie par M. André Tardieu, haut commissaire de la République, entouré de ses principaux collaborateurs et de nombreux officiers appartenant à la mission militaire française.

Après la messe, qui fut accompagnée par le chant de la maîtrise de la cathédrale, le recteur de Saint-Patrick, Mgr Laval, monta en chaire et prononça une allocution dans laquelle il déclara que le meurtre commis en France le jour du vendredi saint doit rappeler à tous les citoyens américains qui sont loin du théâtre de la guerre qu'un pareil meurtre peut se reproduire chez eux.

Après avoir payé un brillant tribut d'éloges à la magnifique abnégation de l'artillerie qui a converti la retraite, M. Asquith ajoute :

« Tant qu'un pareil esprit animerait l'armée on ne désespérerait jamais de la victoire. »

« Si nous sommes en présence du danger le plus grave qui ait jamais menacé notre empire, nos alliés, le sort de l'humanité et la liberté, il n'y a aucun sacrifice que cette Chambre, qui représente le peuple, ne soit préparée à faire pour sauver le monde de la pire des catastrophes qui ait jamais surgi devant lui. »

L'orateur conjure la Chambre d'adopter le bill dans cet esprit.

Le nationaliste irlandais Devlin propose ensuite l'ajournement du débat.

M. Lloyd George demande le retrait de la motion d'ajournement déposée par M. Devlin, car il faut qu'on puisse imprimer le texte du bill.

M. Dillon, nouveau président du groupe parlementaire irlandais, appuie la motion Devlin.

Pendant une heure, la Chambre discute la motion Devlin.

Le gouvernement ayant proposé la clôture, celle-ci est votée par 310 voix contre 85, puis la motion Devlin est repoussée par 323 voix contre 80.

La Chambre reprend la discussion du bill en première lecture.

M. William O'Brien, nationaliste indépendant, à la parole.

Le service religieux solennel a été célébré à New-York à la mémoire des victimes du vendredi saint.

NEW-YORK, 9 avril. — Un service religieux solennel a été célébré lundi, en l'église Saint-Patrick, la grande cathédrale irlandaise de New-York, à la mémoire des victimes du bombardement du vendredi saint à Paris.

La cérémonie fut impressionnante par sa simplicité et par l'affluence énorme qui avait tenu à y assister. Des délégations des enfants des écoles de New-York, une délégation militaire comprenant le général commandant la circonscription de New-York et cent vingt officiers américains, une délégation des Alsaciens-Lorrains d'Amérique, une délégation des divers cultes protestants et israélites, enfin une délégation municipale s'étaient rendues à l'invitation adressée par la Ligue des femmes catholiques de New-York.

Le gouvernement français était représenté à cette cérémonie par M. André Tardieu, haut commissaire de la République, entouré de ses principaux collaborateurs et de nombreux officiers appartenant à la mission militaire française.

Après la messe, qui fut accompagnée par le chant de la maîtrise de la cathédrale, le recteur de Saint-Patrick, Mgr Laval, monta en chaire et prononça une allocution dans laquelle il déclara que le meurtre commis en France le jour du vendredi saint doit rappeler à tous les citoyens américains qui sont loin du théâtre de la guerre qu'un pareil meurtre peut se reproduire chez eux.

Après avoir payé un brillant tribut d'éloges à la magnifique abnégation de l'artillerie qui a converti la retraite, M. Asquith ajoute :

« Tant qu'un pareil esprit animerait l'armée on ne désespérerait jamais de la victoire. »

« Si nous sommes en présence du danger le plus grave qui ait jamais menacé notre empire, nos alliés, le sort de l'humanité et la liberté, il n'y a aucun sacrifice que cette Chambre, qui représente le peuple, ne soit préparée à faire pour sauver le monde de la pire des catastrophes qui ait jamais surgi devant lui. »

L'orateur conjure la Chambre d'adopter le bill dans cet esprit.

Le nationaliste irlandais Devlin propose ensuite l'ajournement du débat.

M. Lloyd George demande le retrait de la motion d'ajournement déposée par M. Devlin, car il faut qu'on puisse imprimer le texte du bill.

M. Dillon, nouveau président du groupe parlementaire irlandais, appuie la motion Devlin.

Pendant une heure, la Chambre discute la motion Devlin.

Le gouvernement ayant proposé la clôture, celle-ci est votée par 310 voix contre 85, puis la motion Devlin est repoussée par 323 voix contre 80.

La Chambre reprend la discussion du bill en première lecture.

M. William O'Brien, nationaliste indépendant, à la parole.

Le service religieux solennel a été célébré à New-York à la mémoire des victimes du vendredi saint.

NEW-YORK, 9 avril. — Un service religieux solennel a été célébré lundi, en l'église Saint-Patrick, la grande cathédrale irlandaise de New-York, à la mémoire des victimes du bombardement du vendredi saint à Paris.

La cérémonie fut impressionnante par sa simplicité et par l'affluence énorme qui avait tenu à y assister. Des délégations des enfants des écoles de New-York, une délégation militaire comprenant le général commandant la circonscription de New-York et cent vingt officiers américains, une délégation des Alsaciens-Lorrains d'Amérique, une délégation des divers cultes protestants et israélites, enfin une délégation municipale s'étaient rendues à l'invitation adressée par la Ligue des femmes catholiques de New-York.

Le gouvernement français était représenté à cette cérémonie par M. André Tardieu, haut commissaire de la République, entouré de ses principaux collaborateurs et de nombreux officiers appartenant à la mission militaire française.

Après la messe, qui fut accompagnée par le chant de la maîtrise de la cathédrale, le recteur de Saint-Patrick, Mgr Laval, monta en chaire et prononça une allocution dans laquelle il déclara que le meurtre commis en France le jour du vendredi saint doit rappeler à tous les citoyens américains qui sont loin du théâtre de la guerre qu'un pareil meurtre peut se reproduire chez eux.

Après avoir payé un brillant tribut d'éloges à la magnifique abnégation de l'artillerie qui a converti la retraite, M. Asquith ajoute :

« Tant qu'un pareil esprit animerait l'armée on ne désespérerait jamais de la victoire. »



PAR  
JACQUES CONSTANT

Depuis trois ans et plus, le baron Luchez faisait à la petite Mme Dourdan une cour ingénieuse autant qu'empresée. C'est lui qui eut le premier l'idée, vulgarisée depuis par les humoristes, d'offrir à la jeune femme, dont l'anniversaire tombait le 13 décembre, un sac d'antracite au lieu et place de la traditionnelle gerbe de fleurs.

À la Sainte-Estelle, il lui avait envoyé un coffret de bois sculpté contenant cinq kilos de sucre et, pour la fête de la petite Andrée, un panier de vernicelle et de macaroni, dont les brins étaient liés de faveurs roses.

À juste titre, Mme Montansac avait surnommé le baron « le d'Artagnan des restrictions ». Il suffisait, en effet, qu'une denrée fût proscrite, pour qu'il se la procurât en un tournemain. D'ailleurs, il se poussait ainsi dans les bonnes grâces de Mme Dourdan et dans l'affection de la fillette, qui le nommait « bon ami ».

Le moyen, je vous prie, de faire mauvaise mine à l'homme qui vous apporte un sac d'éclairs ou de brioches au moment précis où le démon de la gourmandise vous murmure : « Quel dommage que la pâtisserie soit interdite ! Les gâteaux accompagnent si agréablement une tasse de thé ! »

Dès que la silhouette de M. Luchez s'encadrait dans le chambranle de la porte, la petite Andrée se précipitait :

— Bon ami, criait-elle, qu'est-ce que tu m'as acheté ?

À peine était-il assis que la fillette, impatiente, grimpait sur ses genoux et fouillait délibérément ses poches. Elle y trouvait des paquets ficelés qui renfermaient des pralines, des crottes de chocolat, des crêpes bretonnes, voire des petits pains.

C'étaient alors des exclamations et des cris extasiés :

— Oh ! maman, goûte comme c'est bon !

Et la mère, souriante, finissait par accepter sa part de friandises.

Veuve à vingt-neuf ans d'un mari qu'elle n'avait guère aimé, Mme Dourdan n'était nullement rebelle à l'idée de refaire sa vie. Ses ressources étaient d'ailleurs modestes, et elle n'eût pas été fâchée d'améliorer sa situation et d'assurer l'avenir d'Andrée.

Seulement, le baron Luchez avait cinquante ans. Il avait le cheveu rare, et son visage sillonné de rides ressemblait aux cartes en relief de Vidal-Lablache. Il possédait, disait-on, dix mille francs de rentes. Ceci n'était pas suffisant pour compenser cela.

Cependant, sa cour permanente et discrète finissait par toucher la jeune veuve. Ses amies, Mme Montansac, Mme Dupré-Larnor, plaidaient chaleureusement la cause du baron :

— En somme, ma chère, que lui reprochez-vous ? Son âge ? Il en sera d'autant plus dévoué. Et puis vous serez sûre de le garder auprès de vous. Songez que s'il avait l'âge de don Juan, il serait dans les tranchées... comme mon mari.

— Vous exagérez, Valérie. M. Montansac est mobilisé à Chartres.

— Il n'y restera pas toujours, hélas !

— Peut-être avez-vous raison, fit Mme Dourdan, rêveuse. Mais j'aurais voulu un mari brave, courageux, et il me semble que le baron n'a pas le cœur aussi bien placé que je l'eusse désiré...

Le jour qui suivit le premier raid des gothas dans le ciel parisien, le baron se présenta sur les trois heures chez Mme Dourdan. Il avait le teint jaune, la figure tirée, les rides plus accentuées qu'à l'ordinaire.

— Tu sais, bon ami, j'ai eu grand-peur, déclara Andrée. Et toi ?

— Moi, je suis resté à ma fenêtre à contempler le spectacle.

Pourtant, Mme Dourdan et ses amies remarquèrent qu'à partir de cette nuit mémorable le baron déclinait sous des prétextes variés les invitations à dîner qui lui étaient adressées. Ses paroles étaient amères, ses discours tournaient au pessimisme. Après l'explosion de La Courneuve il disparut brusquement. Quelques jours après, la petite veuve reçut la lettre suivante :

J'ai quitté Paris si précipitamment, me

## LES COURS

— S. A. R. le duc de Connaught vient d'arriver à Rome, venant de Grèce.

## CORPS DIPLOMATIQUE

— M. Philips, ministre de Hollande à Washington, a obtenu l'autorisation de prendre un congé.

## INFORMATIONS

— Le second fils de M. Paul Bourély, député, le sous-lieutenant Raymond Bourély, vient d'être blessé sur le champ de bataille de la Somme. Le fils aîné de M. Bourély est mort au champ d'honneur.

De Rome : Le général Zupelli, ministre de la Guerre d'Italie, a offert un dîner officiel en l'honneur de M. H. P. Davison.

Les autres convives étaient : S. Exc. M. T. N. Page, ambassadeur des Etats-Unis à Rome ; général Meomartini, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la Guerre ; le sénateur comte della Somaglia, major Perkins, M. Ivy Lee, de l'état-major de la Croix-Rouge américaine ; colonel Buckley, l'attaché naval américain, etc., etc.

De nombreux toasts ont été échangés au cours du dîner, et l'enthousiasme fut à son comble lorsque l'ambassadeur des Etats-Unis donna lecture d'un télégramme reçu de Washington annonçant l'envoi en Italie, par le ministère de la Guerre américain, de trente ambulances, accompagnées de 30 officiers et de 1.350 hommes.

## CITATIONS

— Viennent d'être citées à l'ordre de l'armée :

Mme Louise-Lucienne Gaudin : « Au cours du bombardement d'un hôpital, s'est rendue spontanément dans les salles de service, où elle a fait preuve de grand courage et de sang-froid, contribuant au sauvetage des malades ensevelis sous les décombres, organisant les secours et donnant les premiers soins aux blessés avec un infatigable dévouement. »

Mme Marie-Marguerite Daugan, infirmière à l'ambulance 13/18 : « S'est dévouée héroïquement lors de la prise de Péronne, le 27 août 1914, en restant près de ses blessés, sous les obus et la menace des revolvers ; délivrée par nos troupes, le 14 septembre, a refusé une seconde fois d'être évacuée, le 27 septembre, lors du retour offensif des Allemands, pour ne pas quitter des blessés intranquillables ; a souffert avec eux jusqu'à sa libération, le 25 avril 1915. Continue, depuis lors, sa tâche généreuse avec le même dévouement infatigable. »

## NAISSANCES

— Mme Louis Ledoux, femme du consul de France à Malte, a mis au monde, à La Vallette (île de Malte), deux fils : André et Jacques.

## FIANCILLES

— On annonce les fiançailles de Mlle Eve Langlois, fille de M. et de Mme Léon Langlois, avec le capitaine Robert-Edouard Joicey Davis de l'armée anglaise, fils de feu le docteur Robert Davis et de Mrs Davis, née Joicey.

## MARIAGES

— En l'église de Millery (Rhône) a été béni le mariage de M. François Bonnet, lieutenant d'artillerie, décoré de la croix de guerre, avec Mlle Edith Loubry, fille de M. Loubry, chevalier de la Légion d'honneur, directeur honoraire de la Banque de France de Lille, décédé, et de Mme Loubry.

## DEUILS

— C'est en présence d'une assistance nombreuse et émue qu'ont été célébrées hier, en la chapelle paroissiale de Saint-François-de-Sales, les obsèques de Mlle Nicole Molitor, victime du bombardement du vendredi saint.

Le deuil était conduit par le vicomte Molitor, père de la défunte ; M. Gabriel Molitor, maréchal des logis, pilote aviateur, son frère ; le baron Berthemy, M. Maurice Dutreuil, député de la Mayenne, capitaine aviateur ; le comte de Létourville, le comte de Reverseaux, ses cousins germains ; MM. Lenglé, Louis et André Monnier et Thouvenel, ses cousins.

Mme Claude Dutreuil, retenue par ses blessures, le capitaine Claude Dutreuil, aux armées, et le comte Molitor, souffrant, n'ont pu assister à la cérémonie.

Le président du Conseil était représenté par le capitaine Zuccarelli ; le gouverneur militaire de Paris, par le lieutenant Roux ; le commandant Emile Massard représentait le Conseil municipal ; le préfet de la Seine et le préfet de police étaient également représentés.

— Mme Ernest Michot, M. et Mme Maurice Lesieur s'excusent, en raison des événements, de ne pouvoir répondre à tous les témoignages de sympathie qu'ils reçoivent et dont ils sont profondément touchés.

Nous apprenons la mort :

Du commandant Jean de La Tour, breveté d'état-major, décédé à Marseille des suites d'une maladie contractée au front. Il était l'auteur du *Maréchal Niel*, ouvrage couronné par l'Académie française ;

De Mlle Nathalie de Gunzburg, fille du baron Vladimir de Gunzburg et de la baronne, née Brodsky, qui a succombé, âgée de quatorze ans, après une douloureuse maladie ;

De notre confrère J. Bernard, publiciste, directeur de la *Semaine financière*, ancien directeur du *Soir* ; il avait collaboré au *Gil Blas* sous le pseudonyme de don Caprice ;

De Mme de Ravel, née Pallu de La Barrière, qui a succombé à Poitiers.

## Se bien poudrer est un art

Dites-moi comment vous vous poudrez et je vous dirai si vous êtes élégante, délicate et distinguée.

Car le choix lui-même de la poudre de riz habituelle révèle la distinction, le goût, le bon ton de celle qui le fait.

En adoptant, dès sa récente venue, l'aristocratique Poudre de Luz, nos mondaines ont compris qu'elles restaient dans leur note raffinée. Femme élégante emploie marque élégante : la Poudre de riz de Luz.



Je ne sais si vous avez remarqué une chose : tant que l'offensive allemande a bien marché, dans les journaux allemands il n'y en avait que pour Ludendorff.

On publiait des portraits de Ludendorff, au physique et au moral : Ludendorff entouré des correspondants de guerre, auxquels il dispensait la bonne parole ; Ludendorff tout seul, dans une modeste « cagna » du front occidental, où il méditait ses plans géniaux... C'était Ludendorff qui avait décidé l'empereur à cette offensive, c'était à lui qu'en revenait — avec la responsabilité — la gloire : lui toujours, lui partout !

Mais maintenant que cette offensive a raté, qu'elle a tout l'air de devenir un nouveau Verdun, les mêmes journaux allemands ne parlent plus que de Hindenburg !

« Ayons confiance, écrivent-ils : Hindenburg n'a jamais remporté que des victoires ! »

On pourrait leur répondre : « Napoléon aussi, jusqu'à Waterloo. » Et le Napoléon susdit était un autre gaillard, que le gros maréchal. Mais il est très rare qu'un Allemand comprenne la plaisanterie, même en temps de paix ; en temps de guerre, encore bien moins !

Il est possible que ce retour — défensif et non plus offensif, malheureusement pour les Boches — du famerx maréchal ait pour objet de reconforter l'esprit du populaire germanique : les gouvernants d'Allemagne ont laissé faire de lui une idole, et même une idole dans laquelle on plante des clous, comme chez les nègres du Centre-Africain : ils considéraient, sans doute, que le bonhomme était à la fois représentatif et pas bien dangereux : « Rassurez-vous ! Hindenburg est un peu là ! Nous l'avons toujours, notre Hindenburg ! »

Mais il est possible aussi qu'aujourd'hui Ludendorff préfère se défilier derrière l'idole. Ludendorff est un malin : après avoir mis en avant, pendant toute la première partie de la guerre, un gros et retentissant soudard auquel il préparait ses plans de campagne, il avait pensé que le moment était enfin venu de se découvrir, et de ceindre en personne sur son front la couronne du triomphateur. Mais la victoire tourne : alors, voici que, de nouveau, Hindenburg est un peu là !

Pierre MILLE.

## Les livres de prix

Le Conseil municipal de Paris a décidé de supprimer, cette année encore, les distributions de prix dans les écoles.

Voilà qui va bien. Une sage épargne régnant dans l'administration de notre bonne ville. Espérons que ce ne sont point économies de bouts de chandelle. Si l'on supprime aux bacheliers leurs bouquins rouges dorés sur tranche, vous supposez bien qu'à plus forte raison nos écoles retranchent sur des dépenses autrement onéreuses et moins utiles encore. Pourquoi ce sourire sceptique ? Les livres de prix, charmant souvenir, cependant !

On évoque des blondins frisés comme de petits montons et tout fiers de leurs couronnes de papier vert fleuries de marguerites au cœur d'or. Les forts en thème se rengorgent et, les bras armés autour de leurs pesants trophées, toisent les cancanes.

La désillusion venait quand les lauréats, pendant les vacances, fourraient le nez dans leurs beaux livres. Rien de plus insipide que cette littérature. Car il y avait des écrivains spécialisés dans le livre de prix. Des bas-bleus surtout, des romanciers. C'étaient généralement les femmes, les filles ou les petites amies de messieurs les édiles et des gros fonctionnaires. A vrai dire, leur production était peu payée. Elle était encore trop.

Que feront maintenant ces dames et ces demoiselles ?

Parbleu, elle ravaleront les chaussettes des poilus ! Saine et patriotique occupation. Les récompenses scolaires ne prouvaient rien.

Régulièrement, dans la vie, les forts en thème devenaient des fruits secs, et les can-

cans s'élevaient aux plus brillantes situations. La docilité n'est point toujours la meilleure garantie du succès.

Point de prix, point de couronnes ! Nous jouissons maintenant d'une République à la Spartiate : nos gamins apprendront qu'il faut accomplir son devoir sans espérance de salaire, et que les vains honneurs sont une fâcheuse atteinte à l'égalité démocratique.

Admirables maximes à mettre en vers alexandrins !

## Le pain de bois

On nous fait savoir de Copenhague que des expériences sont tentées, sous le patronage du gouvernement suédois, pour fabriquer du pain avec des fibres d'arbre spécialement préparées.

Il paraît que ce pain ne diffère pas beaucoup du pain de blé, du moins par l'aspect.

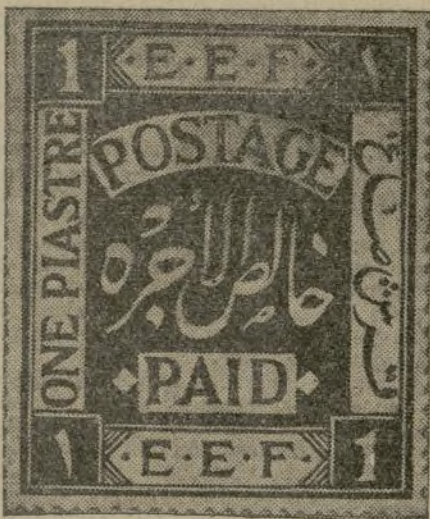
On assure même que le goût est à peu près semblable.

Il s'agit seulement de savoir si ce nouvel aliment est digestif.

Du pain de bois, régal médiocrement alléchant ! L'invalidité à la tête de bois s'en contenterait peut-être. Mais, en général, les consommateurs témoigneront quelque méfiance.

## Un nouveau timbre

Voici une figurine qui fera époque dans les annales de la philatélie. Sa première émission sera vraisemblablement fort disputée et les exemplaires en atteindront de gros prix dans les ventes futures, quand la



LE TIMBRE ANGLAIS DE PALESTINE

Bourse aux timbres aura procédé à la réouverture de ses portes aux abords de l'autre Bourse, la grande, celle que M. Prudhomme appelle le temple de Plutus.

Ce timbre, en effet, qui témoigne — en anglais — de la conquête franco-britannique de Jérusalem, est destiné à l'affranchissement des correspondances de Palestine depuis que la Ville Sainte a été reprise aux Indépendés.

On pourrait s'étonner d'y voir figurer des caractères turcs.

Que les patriotes se rassurent : ces caractères turcs sont des caractères arabes, tout simplement.

## LES COMBATTANTS INVISIBLES

Une mère, ces jours-ci, nous disait douloureusement :

— Mon pauvre enfant fut tué à la première bataille de la Somme. Il reposait près de l'endroit où il était tombé. Quand les Allemands recutèrent, j'allai prier sur sa tombe. Maintenant, hélas ! les ennemis foulent et souillent de nouveau la terre où il dort.

Combien de malheureuses mères sont aujourd'hui crucifiées par les mêmes pensées !

Pouvait-elle s'agenouiller près des chers disparus, ultime réconfort des affligés !

Il y a peu de temps, nous étions à Roye, que nos adversaires ont reconquis, momentanément, il faut l'espérer. On nous conta une bien émouvante histoire.

Les parents d'un jeune aviateur tué dans les lignes allemandes étaient venus dans la région, lorsqu'elle avait été évacuée par les troupes du kaiser. Ils avaient trouvé l'endroit où leur enfant avait été enfoncé dans un champ.

Et leur impatiente pitié s'était insurgée con-

tre le règlement militaire qui interdit jusqu'à la fin de la guerre les exhumations dans la zone des armées. Sans mettre personne dans la confiance, ce père et cette mère, en se cachant comme des voleurs, griffèrent le sol de leurs vieux doigts pour retrouver leur enfant... le revoir ! Ils le placèrent dans un cercueil qu'ils avaient péniblement apporté eux-mêmes, et, ayant mieux couché leur petit, ils le rendirent à la terre.

Une paysanne qui les avait surpris pleurait en nous décrivant cette scène.

O vous, dont les fils tombèrent l'an dernier dans les plaines de la Somme, songez que le désir de les venger encourage nos soldats. Invisibles au milieu des Allemands, nos morts combattent encore pour nous. — PAUL GSELL.

## « Symphonie héroïque »

Autrefois, la liberté avait des fanatiques en Allemagne et en Autriche ; le souffle puissant de notre révolution avait éveillé des aspirations qui, depuis, se sont assoupies.

C'est ainsi qu'en 1798 le général Bernadotte, alors ambassadeur de France à Vienne, suggéra à Beethoven l'idée d'écrire une symphonie en l'honneur du général Bonaparte, « champion fervent de la liberté ».

Le grand musicien accepta cette tâche avec enthousiasme. Pourtant, la nouvelle œuvre ne fut terminée qu'en 1804.

Au mois de mai de cette année-là, Beethoven en prépara une copie manuscrite portant ce simple titre : « Napoléon Bonaparte ».

Mais, au moment où il allait l'envoyer au héros, arriva de Paris la nouvelle que Napoléon venait de ceindre la couronne impériale.

Il va donc, lui aussi, fouler aux pieds les Droits de l'Homme et devenir un tyran ! s'écria le compositeur.

Et, furieux, il déchira la couverture de son manuscrit, qu'il dédia ensuite au prince Lobkowitz.

C'était la fameuse « Symphonie héroïque », l'une des pages les plus glorieuses que jamais la musique ait conçues.

Il n'est pas près de revenir le temps où le culte de l'indépendance inspirait pareil chef-d'œuvre à un Autrichien !

## Naturalisations hâtives

« Les étrangers ne se despoillent pas du premier coup de l'affection envers leur patrie, encore qu'ils la quittent : comme il est malaisé que l'arbre ne retienne quelque chose du terroir où il a jeté ses premières racines, et que les affections des hommes ne ressemblent ce fleuve qui traverse et arrose les campagnes, sans que pour cela il en sorte moins pur et clair. A cause de quoy, Solon ne voulait point que l'étranger eût droit de bourgeoisie à Athènes, s'il n'eût banni de son pays. »

C'est un vieux juriste français, La Roche-Flavin, qui raisonne ainsi dans son *Traité des Parlements*, publié en 1621. Et la décision que le gouvernement vient de prendre — d'annuler d'urgence, par décret, les naturalisations suspectes — s'inspire d'une même prudence. Nous ne sommes pas trop vite à nous porter et médions le conseil de La Roche-Flavin, qui refuse les charges publiques aux étrangers de la veille — notamment aux Allemands « pour leur yrognerie, la crainte des trahisons et intelligences avec ceux de leur nation, survenant guerre... »

Relisons nos auteurs.

## LE PONT DES ARTS

Une commission industrielle américaine vint, l'an dernier, étudier les ressources économiques de la France. Son rapport, récemment publié aux Etats-Unis, va paraître bientôt en France. On trouve dans ce volume, à côté de questions techniques, de curieuses et délicates notes littéraires de H.-P. Roche.

Le centenaire du roi Christian IX de Danemark a été célébré solennellement hier à Copenhague. A l'occasion de cet anniversaire, le roi Christian X, petit-fils de Christian IX, a publié un ouvrage contenant la biographie du duc Guillaume et de la duchesse Louise Glucksbourg, parents de Christian IX, ouvrage par lequel le roi érige un monument littéraire témoignant d'une piété profonde pour les parents de son grand-père royal.

LE VEILLEUR.

par Lucien Métivet



— C'est la « grosse Bertha »...  
— Faites entrer.

Ayuntamiento de Madrid

Un peu plus  
de pommes de terre  
pour moi.

Les PILULES PINK  
développent l'appétit





# LES LIVRES

JOUR, par Paul Marguerite,  
de l'Académie Goncourt

Au cours de ses études médicales, comme beaucoup d'étudiants qui jettent leur gourme, Marc Andral fait la connaissance d'une gentille brocheuse. Il vit avec elle jusqu'au jour où, ayant décroché son diplôme de médecin, il va s'établir à Nice. La vie enivrante et capiteuse de la belle côte ligurienne lui fait vite oublier la gentille amie des mauvais jours.

Toutefois, apprenant qu'elle est sur le point de devenir mère, il retourne à Paris. Sans doute, lui fera-t-elle du chantage... lui réclamera-t-elle de l'argent ? Non ! Elle est digne et fière, elle n'a rien demandé. Ouf ! Notre carabin retourne à Nice. Pour s'étour-



M. PAUL MARGUERITE  
(Phot. Henri Manuel.)

dir, et aussi pour donner à Paul Marguerite la prétexte de nous brosser maints tableaux piquants et excentriques, il mène, dans divers mondes et demi-mondes de la Riviera, une véritable vie de bâton de chaise à porteurs.

Un jour, tombe de Paris, comme de la lune, un brave homme de relieur.

— Voulez-vous, ouï ou non, épouser la brocheuse ? demande-t-il au médecin.

— Mais...

— Il n'y a pas de mais... Si vous tergiversez, je l'épouse, moi... Elle est belle, elle est digne, elle est malheureuse... Son enfant, le vôtre, est malade.

Révéillé de son dilettantisme amoral, le docteur Marc Andral revient à Paris et épouse sa maîtresse.

Mais, objecterez-vous, une brocheuse, pour si bonne et belle soit-elle, quelle disparate pour un médecin mondain ! Rassurez-vous. Une doctoresse russe, qui a pris la jeune femme en amitié, lui a enseigné la civilité pitié et honnête et les belles manières. Mme Andral fera honneur à son époux.

A l'entrée d'un peu lâche du roman, l'auteur, doué d'un talent plus objectif que subjectif, a accroché une multitude de croquis, photographies, caricatures amusantes... La saute, épaisse et bien liée, déborde le poisson. Sans dommage, ce roman en deux parties pourrait être réduit à une.

L'ENJOUEUR, Roman, par Jacques Constant.  
Jean Merlin est joli garçon... C'est sa profession manuelle, si j'ose dire. C'est aussi sa profession de foi. C'est le greluchon, c'est Bel-Ami, mais sans prétention littéraire.

Marié à une malheureuse courtisane qui s'exténue à le nourrir, et qu'il fait passer pour sa maîtresse, il fascine, il englobe, il cajole, il enlace, il ensorcelle... Paulette, Louté, Maria, Marthe... toutes y passent. Dans le répit que lui laisse sa grande entreprise d'idylles, il fait des affaires... Mais, là, comme il s'agit d'une très vieille rouée, très chape, madame la Fortune, il se casse le nez. Heureusement, sa bonne petite femme méprisée est là, fidèle et stoïque.

Ce roman, alerte et facile, déroule ses amusantes péripéties dans le milieu, si souvent décrit, des rapins montmartrois.

DESCARTES, par Louis Dimier.  
L'illustre fondateur de la philosophie moderne et gallicane fut-il un destructeur ou bien un constructeur ? Mérite-t-il à la fois les insidieux éloges des anarchistes et les anathèmes des traditionalistes exaspérés ?

La meilleure des réponses c'est, somme toute, une bonne biographie intellectuelle. « Dis-moi ta vie et je te dirai ce que vaut ta doctrine : si elle est pratique, efficace. »

Le ministre des Finances a indiqué au Sénat, dans la séance du 5 avril 1918, que des précisions seraient données aux commerçants en ce qui concerne les taxes de 0 fr. 20 par 100 francs et de 10 % (luxe) sur le paiement du prix des ventes au détail ou à la consommation.

Obligations des commerçants  
Tenir un livre spécial (art. 6, 7 et 8 du décret du 29 mars 1918, Journal officiel du 30.)

Ce livre spécial, qui peut, d'ailleurs, être le livre ordinaire du commerçant, doit, notamment, contenir deux colonnes pour l'inscription, dans la première, de la taxe de 0 fr. 20 par 100 francs et, dans la seconde, la taxe de 10 % (luxe).

Les deux taxes ne sont pas dues cumulativement.

Sur le livre spécial, le commerçant porte :  
1° Tous les paiements de marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques dont le prix excède 150 francs (taxe de 0 fr. 20 par 100 francs) ;

2° Tous les paiements de marchandises, denrées, fournitures ou objets classés comme étant de luxe dans les tableaux A et B annexés à la loi du 22 mars 1918, Journal officiel du 24 (taxe de 10 %).

Exemples :  
Un fusil de chasse est vendu 500 francs ; c'est un objet de luxe.

Inscrire 50 francs de taxe (10 %) dans la colonne affectée à la taxe de 10 %.

Un complet veston pour homme est vendu 175 francs ; ce n'est pas un vêtement de luxe.

Inscrire 40 centimes de taxe (0,20 par 100 francs) dans la colonne affectée à la taxe de 0 fr. 20 par 100 francs.

Si ce vêtement est vendu moins de 150 fr., l'inscription au livre spécial n'est plus obligatoire ; mais si l'acheteur demande une quittance, cette quittance doit être revêtue d'un timbre mobile (0,20 par 100 francs).

Le commerçant perçoit la taxe soit en apposant des timbres mobiles et des estampilles de contrôle, soit en faisant lui-même recette de la taxe sur le livre spécial dans

Celle de Descartes fut exemplaire. Droit et adroit, il sut concilier ce qu'il devait aux autorités et aux hiérarchies avec la curiosité scientifique d'un esprit qui décevait la physique d'Aristote. Bien loin d'ébranler par ses investigations hardies et profondes la haute cathédrale thomiste, il s'efforça de la consolider, en arrachant tout ce qui était extérieur et parasite.

Le Descartes de Louis Dimier est un parfait modèle de biographie. L'exposition en est attachante et vivante, la discussion courtoise, l'érudition digérée... Son livre détruit maints préjugés, répare une injustice et comble une lacune. Depuis la biographie d'Adrien Baillet, les historiens de notre philosophe, emperlés de préventions, n'avaient guère fait que se repasser, sans les soupeser, ni les vérifier, les plus ahurissantes bévues. Sachons gré à Louis Dimier d'avoir remis en splendeur la statue du plus illustre, du plus français des philosophes.

L'HOMME QUI REVIENT DE LOIN  
Roman, par Gaston Leroux

Rien de plus facile à ingurgiter, et, par contre, rien de plus difficile à analyser que cette histoire à la fois terrifiante et scientifique. L'auteur, qui connaît à fond la cuisine du « roman noir », s'est donné bien de la tablature pour faire tenir, dans le plus petit nombre de pages, le plus grand nombre d'enigmes et d'improbabilités. Il a gagné la gageure... Essayons de mettre en ordre et, comme disent les bonnes gens, en rang d'oignons, un par un, tous ces forfaits.

Châtelain de la Roseraie et propriétaire des importantes usines du « Manchon Héron », André de La Boissière est aussi riche que son frère Jacques est gueux. Il est célibataire... Jacques est marié à une femme orgueilleuse, belle et dépressive. Elle et lui trouvent amer le pain que leur donne le richissime usinier.

Coup de théâtre ! Maître Saint-Firmin, le notaire de la Roseraie, découvre un billet doux adressé à Mme la notairesse par André de La Boissière. Au séducteur, ce tabellion, qui n'est pas débonnaire, dit à peu près ceci :

— Allez à tous les diables ! Votre beau château, votre précieuse usine, laissez-les à votre frère... Et que l'on n'entende plus jamais parler de vous dans le pays... Sinon... Sinon, ma femme, que vous adorez, sera morte demain !

L'impitoyable, déconfit, part en automobile avec son frère ravi de l'oubaine. Pendant le trajet, l'ex-châtelain hésite ; est-il vraiment indispensable de s'en aller si loin, et pour tout voir ? Nouveau Cain, Jacques, qui voit s'évanouir les espérances dorées, l'assomme avec le levier de montage... Le cadavre... il le cache dans la malle... La malle... l'enfouit dans une cave du château où il va se presser.

Tout beau ! Son bonheur sera court ! Voilà que la petite Mme Saint-Firmin est en proie à d'étranges hallucinations. Feu André lui apparaît... Il lui parle... Il lui clame : « J'ai été assassiné... » Et il donne sur le crime les détails les plus circonstanciés. Jamais on ne vit un spectre si bien documenté, ni si tenace.

A tout vous dire, André n'est pas mort, mais il est fou. Il n'a pas été assommé ; il a été seulement étourdi. S'est sauvé de la malle-cercueil que son frère a enseveli sans s'apercevoir qu'elle était vide, tant il était absorbé.

Comme de juste, le méchant Jacques sera puni. Sa femme découvrira son crime... Son frère, le fantôme, lui percera le cœur d'une balle très réelle.

Ouf ! dites-vous. Nous voici hors du pot-au-noir !... Donnez-vous patience !

Deux illustres chirurgiens, qui vous ouvrent un homme comme un placard, se trouvent justement là pour lui faire une belle « thoracotomie », id est : le massage du cœur. Ils lui rabattent les côtes, lui enlèvent la balle... Et l'assassin revient de loin.

Comme on voit, nous avons fait pas mal de chemin sur le chemin ensanglanté du « roman terrifiant » depuis Walpole et Anne Radcliffe. J'ai regret de n'avoir pas plus d'espace : il serait piquant de suivre l'influence du « noir » anglais dans notre littérature, du Cleveland de l'abbé Prévost jusqu'à l'auteur de la *Chambre jaune*. Il s'y trouve d'ailleurs en glorieuse compagnie avec Emile Deschamps, Nodier, Balzac (La Grande Breteche, Les Dangers de l'Inconduite, Où mènent les mauvais chemins,

Le Doigt de Dieu, L'Embascade, Une Ténébreuse affaire...), V. Hugo (Han d'Islande), Sue, Dumas, Gautier, Mérimée, Sand, Philarete Charles, Lacroix le bibliophile, Borel le lycanthrope, Soulié, Anicet Bourgeois, Féval... Et, plus près de nous, Flaubert (La Tentation de saint Antoine), Zola (La Faute de l'abbé Mouret), Octave Mirbeau (L'Abbé Jules) et... M. Marcel Prévost (Le Scorpion).

Au reste, ce vieux genre littéraire, chéri du peuple et des femmes, a été miraculeusement rajeuni par la fée Cinématographe. Il appartenait aux vertigineux librettistes de film de réaliser, dans toute sa plénitude d'horreur, de sang, de voluptés, d'insanités et de machineries, la recette du roman



M. GASTON LEROUX

« noir » dont un journal, en 1758, indiquait déjà les ingrédients indispensables :

« Un vieux château dont la moitié est en ruines. Un long corridor, avec beaucoup de portes, dont plusieurs doivent être cachées... Trois cadavres encore tout sanglants... Trois squelettes bien emballés... Une vieille femme, pendue, avec quelques coups de poignard dans la gorge... Des voleurs et bandits à discrétion... Une dose suffisante de chuchotements, de gémissements et d'horribles fracas... Tous ces ingrédients, bien mêlés et partagés en trois portions ou volumes, donnent une excellente mixture que tous ceux qui n'ont pas le sang noir pourront prendre dans leur bain, immédiatement avant de se coucher. On en sentira le meilleur effet. Probatum est. »

Jean-Jacques BROUSSON.

## THÉÂTRES

Capucines. — L'amusant spectacle des Capucines remporte le plus vif et le plus légitime succès auprès de tous ceux qui — de plus en plus nombreux, chaque soir — viennent applaudir la spirituelle revue de M. Hugues Delorme, Paris au Bleu ! et la délicieuse comédie de M. Maurice Hennequin. Une petite fois. Demain jeudi, matinée à 2 h. 1/2.

AUX FOLIES-BERGÈRE  
DERNIÈRES de GROCK and partner NAPIERKOWSKA dans LA REVUE NOUVELLE SAMEDI (matinée populaire), DIMANCHE (matinée) Tous les soirs, à 8 h. 1/2

Tous les jours A L'OLYMPIA EN MATINÉE SPECTACLE de MUSIC-HALL (Fautouils 1, 2, 3 fr.) ET EN SOIRÉE 20 numéros sensationnels

Au CASINO de PARIS La MAGNIFIQUE REVUE avec CHEVALIER BOUCOT ROSE AMY Les 48 BEAUTIES GIRLS et MISTINGUETT PROMENOIR : 3 FRANCS

LA JOURNÉE : Opéra, relâche. Comédie-Française, 7 h. 45, le Demi-Monde. Opéra-Comique, 7 h. 30, la Tosca. Odéon, 7 h. 45, la Station Champbaudet. Gaité-Lyrique, relâche. Porte-Saint-Martin, relâche. Ambigu, relâche. Châtelet, 8 h., la Course au Bonheur. Variétés, relâche. Réjane, relâche. Apollo, 8 h. 30, En perm' ! (Marcelle Yrvén).

Athénée, 8 h. 30, la Dame de chambre. Renaissance, relâche. Edouard-VII, 8 h. 45, la Petite bonne d'Abraham. Capucines, 8 h. 30, Paris au bleu ! revue ; Une petite fois. Pour dire quelque chose. Scala, 8 h. 15, Une nuit de noces. Caumartin, 8 h. 45, Ramasse-les donc ! revue. Grand-Guignol, 8 h. 30, le Crime, Direct au cœur. Déjazet, 8 h., la Dame de chez Martin's. Th. des Arts, relâche pour répétitions, les Gosses dans les ruines.

SPECTACLES DIVERS Folies-Bergère (Gut. 02-59), 8 h. 30, la Revue nouvelle, avec Grock et Napierkowska. Olympia (Centr. 44-68), 2 h. 30 et 8 h. 30, spectacle de music-hall et 20 numéros sensationnels. Casino de Paris, 2 h. 30 et 8 h. 30, Mistinguett, Chevalier, Boucot, Rose Amy, les 48 Beauties Girls dans la 2<sup>e</sup> version de la revue.

CINEMAS Gaumont-Palace, relâche. Demain, 2 h. 15 et 8 h. 15, l'Alerte et fin de la Nouvelle mission de Judex. Electric-Palace, 5, boulevard des Italiens, l'Alerte, d'après le roman du colonel Driant ; Châtiment, dernier épisode de Judex.

## MONTE-CARLO

SAISON D'HIVER 1917-1918  
HOTEL DE PARIS  
RÉPUTATION MONDIALE  
Chauffage central  
A PROXIMITÉ DES TERRASSES DU CASINO  
Ouvert toute l'année

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE  
SOCIÉTÉ ANONYME — CAPITAL : 500 MILLIONS

Assemblée générale annuelle du 25 mars 1918

Dans son rapport aux actionnaires de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, réunis hier en Assemblée Générale, le Conseil indique d'abord que, désireux de contribuer le plus largement possible au développement du commerce extérieur de la France, il a obtenu dans cette direction, par des ententes avec d'importantes institutions américaines, par les liens étroits établis avec la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, par la création de la Banque Française du Chili, des résultats intéressants faisant bien augurer de l'avenir. A l'avenir la reprise des affaires s'est manifestée par l'augmentation des opérations d'escompte et la diminution constante du chiffre des risques moratoires. Le rapport énumère les affaires d'intérêt général et régional auxquelles la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE a prêté son concours soit sous forme d'opérations d'émission, soit comme participant à des crédits ouverts à l'Etat Français dans divers pays neutres. Les souscriptions à l'EMPRUNT NATIONAL 4 % faites par l'intermédiaire de l'Etablissement ont atteint le chiffre de 1 MILLIARD 30 MILLIONS en Capital, dépassant 1 MILLIARD DE RENTE.

D'autre part, la réorganisation des diverses affaires intéressant la clientèle a suivi un cours généralement favorable. C'est ainsi que les accords récemment intervenus entre le Brésil et la France auront, entre autres heureux résultats, celui de permettre à plusieurs des entreprises françaises du Brésil de payer leurs coupes échus et de régler ainsi leur situation vis-à-vis de leurs obligataires.

Le résultat de l'exercice, assez satisfaisant, aurait été bien davantage si l'augmentation des bénéfices n'avait été compensée dans une large mesure par l'accroissement des dépenses du personnel.

Par suite de la hausse générale des salaires il a été nécessaire de réaliser, comme dans les autres industries et dans les administrations publiques, en faveur du personnel, d'importantes améliorations, soit sous forme d'augmentation de traitement, soit sous forme d'indemnités temporaires de cherté de vie. En outre, le Conseil a cherché à reconnaître le dévouement et le zèle de ses agents par d'autres mesures, telles que allocations spéciales pour charges de famille, congés payés, création d'une coopérative de consommation.

Après avoir rendu hommage à la mémoire de MM. BLEUZE et MINVILLE, Directeurs au siège, tous deux décédés au cours de l'exercice, le Rapport exprime ses regrets de la démission de MM. DEFONTAINE et WAGNER et demande aux actionnaires de ratifier l'entrée dans le Conseil de plusieurs représentants de la grande industrie, MM. DUJARDIN-BEAUMETZ, DUPUIS, Edouard GOUIN et NICOU.

Sur le produit net de l'exercice, qui s'est élevé à Frs : 12.738.000, le Conseil a proposé de prélever 12.500.000 pour servir aux actions un intérêt de 5 %, à raison de Frs : 12,50 par titre, sous déduction des impôts.

Les Censeurs Commissaires se sont entièrement associés aux propositions du Conseil, donnant notamment leur pleine adhésion à la proposition ayant pour objet la répartition de 5 %.

L'Assemblée a fait un excellent accueil aux déclarations du Conseil et a voté à l'unanimité toutes les résolutions présentées.

DENTS à palais libre, sans plaque, Bridge-Work et Couronnes posées Sans DOULEUR par MAXIME DROUOT, l'Inventeur du Sonnet, Système incomparable. — Brochure gratis et fr. 72, Boul' Hausmann, 72 (face le Printemps).

Le grand nombre de manuscrits qui nous sont envoyés et la nécessité où nous nous voyons de ne pas les rendre, qu'ils aient été publiés ou non, nous forcent à prier nos confrères et nos correspondants de garder copie des articles qu'ils nous adressent.

## UN DES STANDS DE LA RÉCENTE FOIRE DE LYON



VUE PRISE DANS LES STANDS DES FAMEUX IMPERMÉABLES « SIDAL » DE LA MAISON L. LADIS, 2, RUE DU FAUBOURG-POISSONNIÈRE, PARIS.

Cette maison a obtenu un succès remarquable, bien mérité par sa collection d'un goût exquis et d'une coupe de grand couturier d'imperméables dont les modèles ci-dessus sont tous exécutés en soie caout-

chère amie, qu'il me fut impossible de prendre congé de vous. Par télégramme, j'ai été appelé auprès de ma tante de Mareuil, qui était à la dernière extrémité. Bien qu'elle soit atteinte d'une affection contagieuse, je n'ai pas cru pouvoir me dérober à ce devoir, d'autant plus que le château de Saint-Gauthier et les fermes qui en dépendent doivent me revenir à sa mort. Quel dommage que les craintes de contagion pour vous et surtout pour notre chère Andrée me privent du plaisir de vous inviter dans cette magnifique demeure ! Vous y jouiriez, à l'abri des dangers qui menacent la capitale, d'un point de vue ravissant dans une riant campagne qu'arrose le Loir...

Quand commença le bombardement de Paris, la petite Andrée devint si nerveuse que Mme Dourdan, que rien ne retenait dans la capitale, songea au départ. Elle avait des amis à Tours et des parents à Châteauroux. Ils lui firent de l'accompagnement de ces deux villes un tel tableau, qu'elle renonça à l'augmenter, et l'idée de rejoindre le baron Luchez se présenta naturellement à son esprit.

Dans le château de sa tante, réfléchi-elle, il trouvera bien un coin pour nous deux, ne serait-ce que le pavillon du jardinier.

Quant à la contagion, il s'exagère, je crois, les périls que nous pouvons courir...

Elle chercha sur l'indicateur la station de Saint-Gauthier, obtint des places grâce à un large pourboire à un chef d'équipe, et, sur les 13 heures, elle arrivait à destination.

Elle laissa ses bagages à la consigne et s'informa du château de Mme de Mareuil.

J'ons ben des châteaux par ici, déclara un paysan, mais j'connais point celui-là.

Voyons, mon ami, c'est la tante d'un Parisien, le baron Luchez, qui doit être ici depuis une huitaine.

Un vieux monsieur, habillé de gris, avec des guêtres ?

C'est cela même !  
Le paysan eut un rire silencieux :  
Attendez, je vas vous y conduire au château.

Le village de Saint-Gauthier se compose d'une douzaine de maisons accroupies à l'abri du coteau derrière lequel serpente le Loir.

Le guide s'arrêta devant la plus misérable.

Le toit de tuiles moussues, dont l'arête se creusait au milieu comme l'échine d'une bête éteinte de vieillesse, descendait jusqu'au sol.

La façade lézardée faisait vis-à-vis à l'étable et, dans la cour, devant la porte basse et la fenêtre minuscule, se dressait un tas de fumier monumental, où picoraient des volailles.

Eh ! mère Mareuil, cria le paysan goguenard, v'là une Parisienne qui vient visiter votre château !

Une vieille femme aux paupières sautillantes, au menton en casse-noisette, sortit de l'étable, suivie par le baron. En manches de chemise, les pieds nus dans des sabots, le visage congestionné, ce dernier tenait une fourche avec laquelle il venait de renouveler la litière des bestiaux.

Il demeura stupide devant Mme Dourdan, qui, le premier étonnement dissipé, retenait avec peine son hilarité.

Est-ce là, questionna-t-elle, votre tante à l'article de la mort et le château que mentionnait votre lettre ?

Chère amie, vous m'accablez. Et il expliqua comment, après avoir vainement demandé l'hospitalité aux hôteliers de Chartres, du Mans et de Tours, il avait fini par échouer à Saint-Gauthier, chez la mère Mareuil, sa vieille nourrice.

Ne fallait-il pas, conclut-il, que je colore ma fuite d'un prétexte valable ? Seulement, mon installation est un peu primitive, et l'on m'a fait comprendre que je n'avais pas le droit de rester oisif.

Puisque me voici perché à jour, j'avoue que j'ai eu peur et que je ne me suis senti en sécurité à Paris. Et vous ?

Moi, j'y retourne.

Puis-je compter sur mon pardon, chère amie ?

Je n'ai rien à vous pardonner, mon cher, mais souvenez-vous que pour m'épouser il faut avoir les nerfs moins sensibles !

Jacques CONSTANT.

## L'affaire des dossiers égarés en taxi

Nous avons parlé en son temps de la découverte qu'avait faite cette jeune artiste du théâtre des Capucines, Mlle Florelle, dans le taxi qui la ramenait chez elle, après le spectacle, elle avait trouvé des documents d'un caractère confidentiel égarés par le général Denivignes et le lieutenant de Lévis-Mirepoix, attachés militaires à l'ambassade de France à Madrid.

Ces officiers furent mis aux arrêts de rigueur et des poursuites furent ouvertes contre eux pour divulgation de documents diplomatiques.

Seul, le gouverneur de Paris peut déléguer un général au conseil de guerre. Le dossier dressé à cet effet va être transmis au ministre de la Guerre.

A la fin du mois, cette affaire sera jugée et l'on croit que les débats auront lieu à huis clos.

Un général de division occupera la présidence du conseil de guerre.

Quatre généraux de division et deux généraux de brigade seront les assesseurs. Régulièrement, c'est le maréchal Joffre qui devrait présider le conseil, mais d'autres occupations l'en empêchent.

MALACEÏNE  
POUDRE DE RIZ



